

stratégie syndicale beaucoup plus que de stratégie politique, c'est que le syndicat beaucoup plus que le parti est le catalyseur et le lieu d'élaboration de la conscience de classe dans la société néo-capitaliste » (Gorz, page 17). Et encore : « L'autonomie syndicale revêt une importance primordiale. Il faut rejeter avec intransigeance toute tentative de subordonner le syndicat au parti » (1). Il s'agit « d'opposer une politique syndicale à la patronale », de mettre en avant la revendication de « pouvoir syndical ».

Le rôle de cette autonomie syndicale dans la stratégie réformiste est clair. Puisqu'il n'est pas question d'une prise insurrectionnelle du pouvoir. Le prolétariat organisé doit incarner et préfigurer ce modèle socialiste qu'il faut atteindre ; il doit représenter face à l'ordre existant « une alternative globale, positive » et lutter pour « des objectifs intermédiaires qui en préfigurent le sens » ; il doit conquérir « des pouvoirs partiels, autonomes » et montrer « le socialisme comme une réalité déjà à l'œuvre, travaillant le capitalisme du dedans ». Enfin, « la seule manière d'attaquer le pouvoir de classe du patronat et de l'Etat est d'arracher une parcelle charnière de son pouvoir de décision et de gestion à chaque patron (l'Etat y compris). »

« Les syndicats, les réformes sociales et la démocratisation politique de l'Etat, tels sont les moyens de la réalisation progressive du socialisme. » C'est ce que disait déjà Rosa Luxemburg à propos de Bernstein. Décidément rien n'a changé. On parle aujourd'hui « d'objectifs intermédiaires » à ne pas confondre avec les objectifs transitoires. Il s'agit de rassembler et de faire fonctionner des parcelles de pouvoir socialiste au-dedans de la société capitaliste alors que les objectifs transitoires n'ont pour but qu'une élévation du niveau de conscience et une modification du rapport de force en vue de l'affrontement pour le pouvoir. L'exercice effectif d'un pouvoir parcellaire par les syndicats a pour fonction de convaincre les couches moyennes des capacités de gestion du prolétariat.

Et lorsqu'on lance le mot d'ordre de « syndicaliser la politique », c'est que faute de viser le pouvoir politique, on est prêt à se contenter d'un pouvoir syndical au niveau de l'entreprise... ou d'une illusion de pouvoir qui, les circonstances aidant aura éventuellement la forme de la participation.

Le rappel des thèses de Gorz et de Magri n'a pas seulement un intérêt historique. Il suffit de lire les textes préparatoires au Congrès C.F.D.T. pour voir comment ils participent d'une idéologie vivace et élective qui s'efforce de s'émanciper du stalinisme sans oser le critiquer de front.

La stratégie réformiste consiste à dessiner la positivité prolétarienne, c'est-à-dire à affirmer par la conquête de pouvoirs partiels la candidature du prolétariat au pouvoir. Dans ce processus, la prise du pouvoir central, la destruction de l'Etat bourgeois, n'est qu'un simple moment, une péripétie, et non la plus décisive. En conséquence d'une telle stratégie, un parti léniniste devient superflu, il suffit d'un parti de type nouveau qui coordonne des équipes chargées de combler le retard théorique et d'affiner le modèle. On ne prépare pas un affrontement de classe, mais le seul triomphe de la raison par dessus les classes puisqu'elle seule justifie encore la nécessité du socialisme, et non plus les contradictions inhérentes au capitalisme.

### 3. PROGRAMME MINIMUM, PROGRAMME MAXIMUM, ET COEXISTENCE PACIFIQUE

Aux antipodes du gradualisme réformiste, se situe la pensée figée non dialectique qui court du programme minimum au programme maximum sans jamais parvenir à les relier entre eux. A l'époque de la social-démocratie, le programme minimum était fait de revendications économiques et matérielles immédiates, le programme maximum n'était qu'une profession de foi socialiste. A l'époque du stalinisme, le programme maximum a trouvé un support concret pour le rendre reluisant aux masses : la construction du socialisme en U.R.S.S. On continuait à limiter les luttes réelles aux revendications immédiates qui ne remettaient pas en cause le capitalisme et on faisait miroiter comme une terre promise les progrès du socialisme en U.R.S.S. Entre les deux, aucun lien, aucune lutte qui permette de poser le problème du pouvoir : d'une part, on mène les luttes dans le cadre du pouvoir établi, d'autre part, on rêve à ce qui est possible une fois le pouvoir pris. Mais on ne se demande pas quand et comment les masses affronteront le pouvoir de la bourgeoisie.

Aujourd'hui encore les pro-chinois, fidèles héritiers des schémas staliniens, critiquent les mots d'ordre de contrôle ouvrier. Ils expliquent : ou bien le contrôle ouvrier se situe dans le cadre du capitalisme, avant la prise du pouvoir, et alors c'est du réformisme ; ou bien après la prise du pouvoir, et alors c'est superflu. Ou bien, ou bien ! Oui et non ! Blanc ou noir ! Entre les deux plus rien ! C'est la dialectique qui est engloutie. On ne fait pas la révolution à coup de pareilles alternatives, on n'amène pas ainsi les masses à se poser le problème du pouvoir. C'est au travers de l'action, de la lutte, de la pratique qu'elles s'éduquent, modifient le rapport de force, se préparent à l'affrontement final. Il faut se salir les mains : la pratique n'est pas ou bien ou bien ; la lutte n'est pas ou bien ou bien. Précisément, la lutte de classe est fondamentalement dialectique et contradictoire comme l'expliquait Rosa Luxemburg, à la fois située sur le terrain du capitalisme et destinée à le dynamiter, à le renverser, à établir un ordre nouveau.

C'est entre ces deux pôles qu'il faut faire le pont ; et pour cela les tenir fermement tous les deux à la fois : lutter dans le cadre du capitalisme, c'est-à-dire s'adresser au niveau de conscience des masses telles qu'elles sont et non leur adresser des ultimatums révolutionnaires, et ne pas perdre de vue le but final du renversement de l'Etat bourgeois en restant collé au niveau de conscience des masses sans être capable de l'élever. Les luttes qui sont capables de faire cette liaison ne sont pas tout l'un ou tout l'autre mais précisément des luttes qui modifient le rapport de force en élevant le niveau de conscience des masses.

Au lieu de cela, les pro-chinois nous expliquent doctement : pas la peine de s'embrouiller dans des problèmes de contrôle ouvrier, de mots d'ordre transitoires qui sont trop « ambigus », trop « compromis » par la pratique. Il suffit de mener d'un côté des luttes élémentaires, des actions exemplaires, des luttes revendicatives strictes qui donnent aux travailleurs conscience de leur force, et de l'autre côté leur montrer, pour leur faire envie, ce que pourrait être le socialisme, en prenant un exemple concret pour être plus convainquant : celui de la Chine. D'un côté des luttes immédiates, un programme minimum, de l'autre un programme maximum illustré. La chanson n'est pas nouvelle. Et depuis quelque temps cela a un nom : la coexistence pacifique.

Pour être plus convainquants encore, attendons que s'affinent les contours et que s'avivent les couleurs du modèle et dans l'attente, contentons-nous des luttes quotidiennes sans perspectives politiques.

Décidément la vieille histoire du programme maximum et du programme minimum a la peau dure. Le stalinisme l'a racontée en y ajoutant l'épilogue de la coexistence pacifique. Les pro-chinois la racontent encore...

### 4. ACTUALITE DE LA STRATEGIE DE TRANSITION

« Ce qui distingue l'époque actuelle, écrit Trotsky, ce n'est pas qu'elle affranchit le parti révolutionnaire du travail prosaïque de tous les jours, mais qu'elle permet de mener cette lutte en liaison directe avec les tâches de la révolution. »

A une époque où les moindres luttes remettent en cause l'équilibre fragile réalisé par les prévisions gouvernementales, elles ont une dynamique politique qui les amène à se heurter à l'appareil d'Etat et à la bourgeoisie en tant que